



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

Complotisme, Ukraine, Hypothèse de la menace unificatrice, Politique publique de renseignement

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 18\)](#)



[À VENIR \(p. 19\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Paul CHARON & Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment*, janvier 2022, 654 p. [traduction de *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien*, paru en septembre 2021, 2^e éd. octobre 2021.]

For a long time, it could be said that China, unlike Russia, sought to be loved rather than feared; that it wanted to seduce and project a positive image of itself in the world, or to inspire admiration. Today, Beijing has not renounced to seduce, nor its overall attractiveness and its ambition to shape international standards, and it is essential for the Chinese Communist Party not to lose face. And yet, Beijing is also increasingly comfortable with infiltration and coercion: its influence operations have become considerably tougher in recent years and its methods are resembling more closely the ones employed by Moscow. This is a “Machiavellian turn”

*inasmuch as the Party-State now seems to believe that “it is much safer to be feared than to be loved,” in the words of Machiavelli in *The Prince*. This is a clear Russification of Chinese influence operations.*

This report delves into this evolution, with the ambition to cover the whole specter of influence, from the most benign (public diplomacy) to the most malignant methods, that is, interference (clandestine activities). To do that, the report is divided into four parts: successively laying out the main concepts; the actors implementing these operations, including the Base 311 of the People's Liberation Army; the actions conducted by Beijing toward the diasporas, the media, diplomacy, economy, politics, education, think tanks, and in terms of information manipulations – some levers among others; then, several cases are studied (Taiwan, Singapore, Sweden, Canada, the operations that targeted Hong Kong protestors in 2019, and the one that branded the Covid-19 as an American fabrication in 2020). The conclusion returns to this “Russification”, which has three components: Beijing is inspired by Moscow in several ways, there are obviously differences between the two, and there is also a certain degree of cooperation. Finally, the report assesses the effectiveness of this new Chinese posture, which can boast some tactical successes, but constitutes a strategic failure.



Brève stratégique n° 28 – 13 janvier.

« [Renforcer la coopération régionale en matière de sécurité environnementale et climatique dans le sud-ouest de l'océan Indien – Des pistes à explorer](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

La présidence française de la Commission de l'océan Indien (COI) offre l'opportunité de porter des projets visant à mieux connecter la COI à son environnement indo-pacifique et à renforcer la coopération sous-régionale, notamment dans le domaine de la sécurité environnementale et climatique. Il est proposé d'examiner quatre pistes en ce sens.



Strategic Brief No. 28 – 13 janvier.

« [Strengthening Regional Cooperation on Environmental and Climate Security in the Southwest Indian Ocean – Avenues to Explore](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

The French presidency of the Indian Ocean Commission (IOC) offers the opportunity to initiate projects aimed at better connecting the IOC to its Indo-Pacific environment and to strengthen sub-regional cooperation, particularly in the field of environmental and climate security. To this end, we propose to explore four avenues.



Brève stratégique n° 29 – 20 janvier.

« [Scénario de crise ouverte dans le détroit de Taïwan – Quelles implications stratégiques pour l'Europe ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Alors que le scénario d'une opération chinoise de vive force contre Taïwan est désormais jugé crédible à court-moyen terme, les Européens tardent à saisir l'ampleur de ses conséquences sur leurs propres intérêts stratégiques. Sauf à mettre en péril leurs relations avec les États-Unis, ils devraient alors faire preuve de solidarité sur le plan politique mais également militaire. Une prise de conscience des enjeux et des atouts européens serait susceptible de contribuer à dissuader la Chine de franchir le Rubicon.



Strategic Brief No. 29 – 20 janvier.

« [Open Crisis Scenario in the Taiwan Strait – What Strategic Implications for Europe?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

While the scenario of a Chinese violent intervention against Taiwan is now deemed credible in the short to medium term, Europeans are slow to grasp the magnitude of its consequences on their own strategic interests. Unless they jeopardize transatlantic relations, they should then show solidarity on the political but also military level. Awareness of the challenges and European assets would likely help deter China from crossing the Rubicon.



Brève stratégique n° 30 – 24 janvier.

« [La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires](#) », par Camille TROTOUX, 2 p.

La brève revient sur l'origine de l'arrêt du 15 juillet 2021 de la Cour de justice de l'Union européenne, relatif à un litige sur la notion de « temps de travail » et son application, en temps de paix, aux forces armées. Elle évoque également ses implications possibles pour le cas français, tout en rappelant qu'une certaine marge d'appréciation est laissée aux États membres.



Research Paper No. 120 – 24 janvier.

« [Winning Hearts and Minds: From Syria to Nagorno-Karabakh, the development of population-centric approaches in Russia's military interventions](#) », by Emmanuel DREYFUS, 18 p.

Recent Russian military operations in Syria and in the Nagorno-Karabakh region illustrate the growing importance of population-centric approaches in Russia's military interventions. Compared to previous military operations conducted by Moscow since 1991, the Syrian campaign launched in 2015 reveals an apparent paradox. Following a first phase mostly characterized by kinetic operations, including the bombing of civilian areas and infrastructures, the second phase of Moscow's intervention features a central humanitarian dimension. Such dimension also lies at the very heart of the Russian peacekeeping mission deployed in the Nagorno-Karabakh region since November 2020. These

developments, that fit in the pursuit of a “winning hearts and minds strategy”, echo a rising awareness within the Russian military science towards the role of civilian populations in armed conflicts.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 130 – 4 janvier.

« [La France, pointe de la défense européenne ?](#) », avec Tara VARMA, Olivier-Rémy BEL et Alexandre JUBELIN, 1 h 08.

Tara Varma est directrice du bureau de Paris de l'ECFR (European council on Foreign relations) et Olivier-Rémy Bel, conseiller spécial PFUE à la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense).

- 4:00 La présidence du conseil de l'UE, et les bilans des précédentes présidences dans le domaine défense.
- 16:00 Les grands piliers de l'Europe de la défense.
- 25:00 La complémentarité entre initiatives européennes et multilatérales.
- 32:00 Les blocages dans l'Europe de la défense.
- 58:30 Les signes de réussite de la PFUE.



Dans le viseur #40 – 7 janvier.

« [Incendie au cœur de Paris](#) », avec le commandant François, 36 mn.

Dans cet épisode en partenariat avec l'École de guerre-Terre, le commandant François, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, raconte son intervention sur un incendie du centre parisien.



Épisode 131 – 11 janvier.

« [Le djihadisme en France : profils de générations](#) », avec Hakim EL-KAROUI et Alexandre JUBELIN, 1 h 07.

Hakim El-Karoui, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, est essayiste et auteur de *Les Militants du djihad. Portraits d'une génération* (Fayard, 2021).

- 2:00 L'origine, la méthode et la pertinence de l'approche quantitative du projet.
- 5:45 Définitions et distinctions : djihadisme, islamisme, salafisme.
- 15:15 La genèse du djihadisme français contemporain.

- 22:30 Le portrait socio-intellectuel d'une génération djihadiste.
- 37:30 Djihadisme, salafisme et délinquance : le cas de Marseille.
- 41:45 La génération post-Syrie, profils et dangers.
- 52:00 La réponse sécuritaire.



Épisode 132 – 18 janvier.

« [Le temps des guépards : histoire des OPEX sous la V^e République](#) », avec le colonel Michel GOYA et Alexandre JUBELIN, 1 h 55.

Michel Goya, colonel (en retraite) de l'armée de terre, historien et écrivain, est l'auteur du *Temps des guépards* (Tallandier, 2022).

- 4:30 L'angle et la nécessité de l'ouvrage.
- 6:00 La facilité d'emploi des forces armées sous la V^e République.
- 13:30 Les engagements en Afrique depuis la présidence du général de Gaulle.
- 24:30 Les années 1980, les « soldats de la paix » au Liban et au Tchad.
- 41:30 L'engagement au Rwanda et les ferments du désastre.
- 49:00 La guerre du Koweït et la place de la France dans l'après-guerre froide.
- 55:05 Le livre blanc de 1994, la réorganisation des armées et les problèmes budgétaires.
- 1:03:30 Les années casques bleus.
- 1:22:00 Réussites et échecs des OPEX françaises.
- 1:34:00 Dimensionnements et investissements pour les armées françaises de demain.



Épisode 133 – 25 janvier.

« [La Turquie, entre vieilles alliances et ambitions nouvelles](#) », avec Sümbül KAYA, chercheuse Turquie à l'IRSEM, et Alexandre JUBELIN, 1 h 05.

- 3:00 Le kémalisme et l'armée.
- 12:30 La Turquie au sein de l'OTAN depuis 1952.
- 20:30 Les printemps arabes et leurs conséquences sur le positionnement turc.
- 30:00 Le coup d'État de 2016 et ses conséquences.
- 36:30 Les tensions au sein de l'OTAN et les rapprochements vis-à-vis de la Russie.
- 43:30 Les ambitions nouvelles de la Turquie.
- 55:00 Ventes d'armes et réussites militaires.
- 1:00:30 Un rapprochement avec la Chine ?



Dans le viseur #41 – 28 janvier.

« [Devenir père en Afghanistan](#) », avec le lieutenant-colonel Benjamin, 36 mn.

Pour ce nouvel épisode dans le viseur, le lieutenant-colonel Benjamin de l'École de guerre-Terre partage un souvenir de déploiement en Afghanistan, et du moment où la naissance de son premier enfant lui a été annoncée.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

ÉVÉNEMENTS

12 janvier : Conférence de presse de lancement de l'EPEX.



Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'IRSEM est partenaire du nouvel établissement public expérimental (EPEX) Paris-Panthéon-Assas Université. L'IRSEM s'associe à [l'université Paris-Panthéon-Assas](#) aux côtés de quatre grandes écoles privées à la pointe de leur domaine : le [CFJ](#), l'[ISIT](#), l'[EFREI](#) et [École W](#). Pionnière dans sa démarche, Paris-Panthéon-Assas Université est la première en France à reposer sur un partenariat public-privé.

Le 12 janvier 2022, dans les locaux de l'université rue d'Assas, avait lieu la conférence de presse de lancement de l'EPEX, en présence du président de l'université et des directeurs des établissements-composantes et de l'institut-partenaire, qui ont présenté cette initiative et répondu aux questions des journalistes. Le [dossier de presse](#) peut être téléchargé sur la page de l'université.

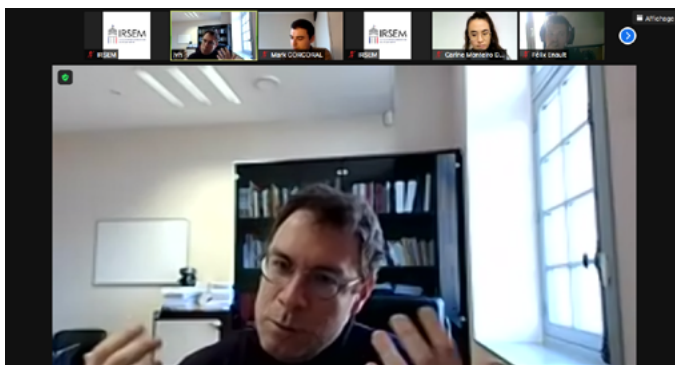
Ce projet collectif, avec sa mission fondamentale de recherche, repose sur quatre piliers : s'inscrire dans le grand service public d'enseignement supérieur et développer d'ambitieux programmes de recherche transversaux ; offrir aux étudiants une perspective professionnelle élargie ; être une grande université internationale de recherche ; créer un espace éducatif augmenté.

Pourquoi associer l'IRSEM à Paris-Panthéon-Assas Université ? Pour accroître notre interdisciplinarité, la transversalité de nos recherches, y compris vers des disciplines et des domaines connexes aux nôtres ; pour contribuer à l'émergence d'une filière d'études sur la guerre au sein même de l'université française, dans un établissement qui compte déjà des compétences nombreuses dans ce domaine ; et pour atteindre la taille critique permettant de postuler ensemble à davantage d'appels à projets de recherche nationaux et européens.

L'IRSEM est un institut jeune et en pleine expansion, qui compte déjà une trentaine de chercheurs à temps plein, sur des sujets aussi divers que le nucléaire militaire, les opérations d'influence, la Chine, la sécurité climatique, les drones, etc. Après s'être beaucoup développé ces dernières années, l'IRSEM veut poursuivre sa croissance en s'associant à des partenaires. L'université Paris-Panthéon-Assas va nous permettre de démultiplier notre potentiel en termes de thématiques et d'accroître la visibilité de la filière des études sur la guerre.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

18 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Introduit par le directeur scientifique de l'IRSEM, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#), le séminaire Jeunes Chercheurs du 18 janvier portait sur les travaux en cours de Carine Monteiro Da Silva, doctorante associée à l'IRSEM, et Mark Corcoral, doctorant au CERL.

Carine Monteiro Da Silva a présenté l'avancée de ses travaux sur sa thèse portant sur la Chine et la « guerre du droit ». Sa question de recherche exposée s'énonce ainsi : comment la République populaire de Chine conceptualise et met en pratique la « guerre du droit » (法律战 *falü zhan*) ? La chercheuse a d'abord défini la « guerre du droit » (*lawfare*), comme l'usage du droit en tant qu'arme de guerre pour attaquer, contre-attaquer, contraindre, dissuader ou sanctionner un adversaire en obtenant une supériorité normative qui permet de légitimer les revendications et actions entreprises. La doctorante a ensuite rappelé qu'il s'agit d'un volet de la stratégie dite des « Trois guerres », avec la « guerre psychologique » et la « guerre de l'opinion publique », adoptée en 2003 avec la révision du Règlement sur le travail politique de l'Armée populaire de libération par le Parti. La discussion avec le professeur Jean-Vincent Holeindre a permis de revenir sur le débat en relations internationales et en études stratégiques portant sur l'extension du domaine de la lutte et de la nature de la guerre.

Mark Corcoral a ensuite pu discuter de ses recherches intitulées « Du droit pour protéger la nation : les fonctions stratégiques de la National Security Division ». La question de recherche du doctorant cherchait à déterminer la plus-value du droit pour la politique de sécurité nationale des États-Unis, à partir du cas retenu de la National Security Division du département de la Justice américain. L'exposant a édicté que tant par la souplesse de son cadre que par la force contraignante et normative de ses instruments juridiques, la politique de sécurité nationale des États-Unis disposait d'une plus grande liberté d'action par le droit. Les travaux réalisés cherchent sur le plan théorique à mieux appréhender le « caractère encapacitant » du droit dans le domaine de la sécurité nationale, en rupture avec la tradition de la « raison d'État ». L'approche retenue à ce jour par le doctorant est d'aborder dans un premier temps le droit comme cadre souple pour asseoir son action, avant d'envisager le droit comme instrument de coercition dans la recherche d'une adaptation pour vaincre.

Kevan GAFÄTI
Assistant de recherche

20-21 janvier : Webinar « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », CERL/IRSEM/GIGA/IFRAE/Université Paris 8/FRS/CASE.



Les 20 et 21 janvier 2022, le Centre de recherches internationales (CERL) a organisé un webinar, en coopération avec l'IRSEM, le German Institute for Global and Area Studies (GIGA), l'Institut français de recherche sur l'Asie de l'Est (IFRAE), le Centre Asie du Sud-Est (CASE), la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et l'Université Paris 8. Organisée au moment où débute la présidence française du Conseil de l'Union européenne, cette conférence visait à mettre en perspective les différentes visions nationales de l'Indopacifique, à réfléchir sur les attentes

des partenaires des Européens dans la région et à identifier les forces et faiblesses de la stratégie européenne pour la coopération en Indopacifique, notamment dans son volet relatif aux enjeux de défense et de sécurité. Ces derniers sont indissociables de la notion d'Indopacifique, d'où une forte contribution de l'IRSEM à ces débats, en particulier lors de la 4^e table ronde. L'institut était largement représenté lors de ce séminaire avec la participation de [Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice adjointe, des chercheurs [Nicolas Regaud](#) et [Marianne Péron-Doise](#), et de Raphaëlle Khan, chercheuse associée.

En introduction, Christophe Jaffrelot a rappelé que l'Indopacifique est présentée comme l'une des priorités de la PFUE, la France ayant beaucoup contribué, avec l'Allemagne et les Pays-Bas, à l'adoption de la stratégie européenne qui lui est consacrée. Il a notamment relevé les différences de vision que les grands acteurs ont de la région indopacifique, qu'illustrent les cartes publiées sur le nouveau site internet de l'Observatoire franco-allemand de l'Indopacifique.

La première session du séminaire, modérée par Raphaëlle Khan, était consacrée à la vision de l'Indopacifique par les membres les plus engagés de l'UE. Hugo Meijer a présenté l'historique et les fondements de l'engagement français en Indopacifique, articulée autour de sa présence et de son activité militaire. Christian Wagner a souligné que la vision allemande de la région était davantage orientée vers les enjeux économiques, climatiques, de droits de l'homme et de démocratie. Nicolas Blarel a ensuite présenté la position néerlandaise, tournée vers le commerce et l'autonomie stratégique de la région, notamment vis-à-vis de Pékin. Enfin, Gudrun Wacker a rappelé l'importance, pour l'UE, du partenaire que constitue l'ASEAN, ainsi que les objectifs de coopération entre les Européens et les pays indopacifiques en matière d'écologie ou de cybersécurité. La stratégie européenne dans l'Indopacifique repose en définitive sur des convergences fortes : zone de grande importance géopolitique, montée en puissance de la Chine, enjeux globaux (climat, cyber, questions maritimes). Ces convergences ne masquent toutefois ni des divergences en termes d'approches, de moyens ou de conceptions géographiques, ni les contraintes auxquelles fait face l'UE dans son action.

La seconde table ronde a rassemblé David Camroux, Garima Mohan et Alessio Patalano autour de la question « Quels partenaires occidentaux pour l'Europe dans l'Indopacifique ? ». L'arrivée de l'administration Biden à Washington a vu, selon Garima Mohan, le renforcement des relations entre alliés et partenariats dans la région, et

l'élargissement des outils diplomatiques et militaires en Indo-Pacifique, dans un contexte de tensions élevées avec Pékin. Pour Alessio Patalano, la stratégie britannique en Indopacifique est un processus, le résultat de réflexions accélérées par le Brexit et l'initiative Global Britain, dans lequel s'inscrit parfaitement l'accord AUKUS.

La première journée de séminaire s'est achevée par une allocution de Christophe Pénot, ambassadeur de France pour l'Indopacifique. Ce dernier a évoqué l'engagement politique et les outils dont dispose l'UE tels que la *Team Europe Initiative* ou le *Global Gateway* sur les infrastructures renforçant la connectivité adoptée en décembre 2021. Tout en mettant en valeur la dimension globale de la stratégie mise en place par l'UE et la reconnaissance de sa puissance normative à l'international, il a souligné que celle-ci avait besoin de temps pour la mettre en œuvre.

La troisième table ronde, modérée par Patrick Köllner, était consacrée aux grands partenaires de l'Europe dans la région indopacifique. Pour David Camroux, l'Australie voit l'UE depuis Londres, et n'en comprend pas les dynamiques internes. Il a également souligné la peur historique de l'abandon stratégique chez les Australiens, qui explique aujourd'hui le déséquilibre des relations avec Washington. Walter Ladwig a quant à lui évoqué l'accueil favorable réservé par l'Inde à la stratégie européenne dans la région, en dépit de fortes divergences avec Bruxelles sur des sujets critiques – comme la Russie – et une vision encore floue du rôle que pourrait jouer l'UE dans l'Indopacifique. Pour Anne Guibourg Delamotte, la coopération entre l'UE et le Japon a régulièrement progressé dans le domaine de la sécurité au sens large, des enjeux de gouvernance des océans à la sécurité des approvisionnements stratégiques. Néanmoins, l'absence de moyens de défense propres à l'UE pèse sur la coopération stratégique bilatérale. Antoine Bondaz a présenté la *New Southern Policy* sud-coréenne, qui reprend de nombreuses caractéristiques des stratégies indopacifiques d'autres grands acteurs, sans en reprendre les termes. Depuis 2017, l'Asie du Sud-Est figure parmi les grandes priorités de la politique extérieure coréenne et le potentiel de coopération entre Séoul et Bruxelles est important. Éric Frécon a évoqué l'ASEAN, avec qui l'UE partage une relation privilégiée du fait de leur ADN et leurs refus commun d'une bipolarisation des relations dans la région. Toutefois, ces liens sont fragilisés par des faiblesses organisationnelles et la concurrence d'autres acteurs tels que le QUAD.

La dernière session du webinaire, modérée par Marjorie Vanbaelinghem, était consacrée aux questions stratégiques et de défense en Indopacifique. Mathieu

Duchâtel a tout d'abord évoqué Taïwan comme point le plus chaud de la région à l'heure actuelle, et la difficulté de déterminer l'équilibre des forces entre les États-Unis et la Chine. Cette dernière a clairement choisi la voie de la coercition et si les États-Unis restent dominants sur le plan global, leur supériorité est aujourd'hui contestée dans la région et ils doivent désormais davantage compter sur leurs alliés. Marianne Péron-Doise a ensuite traité de la sécurité maritime dans l'Indopacifique, les garde-côtes devenant un outil privilégié pour la défense des revendications de souveraineté dans des eaux disputées, brouillant la frontière entre acteurs militaires et civils. Pour Christian Wirth, la perception européenne de la sécurité collective en Indopacifique s'appuie sur la vision de l'UE comme puissance normative influente, et sur l'impératif d'éviter une déstabilisation de la zone. Enfin, selon Nicolas Regaud, la présence des Européens (UE et États membres) dans l'Indopacifique ne doit pas être sous-évaluée, en comparaison avec d'autres puissances régionales. Une prise de conscience des risques et implications d'une crise ouverte – en particulier à Taïwan – pour les Européens est indispensable et ceux-ci pourraient jouer un rôle militaire significatif dans l'océan Indien. Il a appelé à l'engagement d'exercices de scénarisation et de planification de contingence civilo-militaire au niveau européen.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

25 janvier : Séminaire de recherche « L'ancrage social du salafisme (quiétiste et jihadiste) au Kazakhstan », avec Aurélie Biard.



[Aurélie Biard](#) (chercheuse Asie centrale) a présenté ses recherches, le mardi 25 janvier, dans le cadre du séminaire interne de recherche de l'IRSEM sur « l'ancrage social du salafisme (quiétiste et djihadiste) au Kazakhstan », avec,

pour discutant, Dominique Thomas, chercheur associé à l'EHESS au sein de l'IISMM (Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman) et expert sur la mouvance djihadiste. Dominique Thomas est l'auteur notamment de *Génération djihadistes. Al-Qaïda – État islamique, histoire d'une lutte fratricide*, aux éditions Michalon (2016).

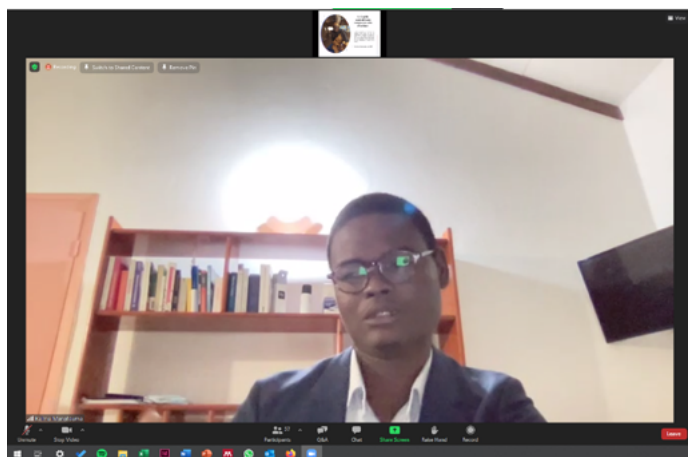
L'objectif de cette présentation est de mettre en évidence la relation entre structures sociales et type de mobilisations liées au religieux au Kazakhstan, à travers un cas d'études, celui des trajectoires sociales liées au salafisme, que ce dernier se réclame du quiétisme sunnite (stipulant que les gouvernants doivent être obéis, même s'ils sont considérés comme illégitimes) ou du djihadisme (c'est-à-dire la violence politique à référent islamique). Le salafisme est considéré comme une foi « non traditionnelle » par les autorités kazakhes, pour lesquelles la « kazakhité » ne peut correspondre qu'au seul hanafisme, majoritaire dans la région. Dans une société jeune (51 % des habitants sont nés après l'indépendance de 1991) et inégalitaire due à la disparition de l'État-providence soviétique et à trois décennies de réformes libérales, les investissements dans l'islam salafiste s'inscrivent dans un contexte particulier, celui de l'échec des politiques publiques et des inégalités régionales. Celles-ci sont liées à une redistribution des richesses selon une logique clientéliste (le Kazakhstan est riche de sa rente pétrolière et gazière, le pétrole représentant encore 30 % de la richesse annuelle et les deux tiers des exportations). Or, on ne peut que souligner l'importance de la demande d'État (et, partant, de justice sociale) ou la persistance d'un imaginaire de l'État qui demeure structurant, y compris dans les régions sous-administrées comme les anciennes cités minières autour de Jezkazgan, lesquelles ont vu se multiplier les départs de jeunes volontaires au djihad pour le théâtre de guerre irako-syrien.

À partir des données empiriques de terrain ainsi que de la théorie de la mobilisation des ressources et de celle de la reconnaissance, l'hypothèse sociologique proposée est de partir des groupes sociaux, plutôt que de l'idéologie, et donc du capital social de départ et de la dualité urbains/ruraux, afin de rendre compte des trajectoires sociales différenciées se réclamant du salafisme. Les salafistes, issus des classes moyennes urbaines avec un capital social de départ minimal, tendent à répondre à des logiques individualistes d'ascension sociale. Quiétistes, ces salafistes, devenus pour la plupart hommes d'affaires, se font les chantres d'une théologie de la prospérité (leur succès économique étant considéré comme la rétribution divine d'une pratique orthodoxe de l'islam). Ces « conservateurs

protestataires » mettent en avant un islam aussi soucieux de normes morales puritaines qu'indifférent à la perpétuation d'un ordre politique oligarchique et autoritaire. Les acteurs se réclamant du djihad forment des micro-groupes, composés d'individus dépourvus de capital social et économique et/ou issus des classes moyennes (avec un capital scolaire), mais avec un fort sentiment de déclassement lié à une absence de perspectives sociales (d'un point de vue subjectif autant qu'objectif). La stratégie est ici collective et l'accaparement des ressources se fait par le commerce informel (lié aux activités du bazar comme le commerce de téléphones portables). Ces salafistes promouvant l'usage de la violence ont, pour la plupart, été socialisés dans des milieux semi-criminialisés et/ou au sein de clubs de sports de combat. On observe, à la fois chez les salafistes quiétistes et chez ceux se réclamant du djihadisme, des phénomènes de dénaturalisation de l'ordre social. Le projet social alternatif des salafistes au Kazakhstan est de réformer les mœurs des Kazakhs, dont la foi a « dévié » par rapport à celle des « pieux ancêtres » (ara. *Salaf Salih*).

Aurélie BIARD
Chercheuse Asie centrale

27 janvier : Petit-déjeuner Afrique (webinaire) « Dynamiques de recomposition des identités nationales et transnationales dans la crise centrafricaine. Le cas des "retournés" tchado-centrafricains à Goré », avec Kelma Manatouma.



Dr Kelma Manatouma de l'Université des Antilles en Guadeloupe a présenté dans le dernier webinaire des petits-déjeuners Afrique de l'IRSEM, organisé par [Maxime Ricard](#) et [Anne-Laure Mahé](#), ses recherches de terrain sur les dynamiques politiques et sociales de recomposition des identités « des retournés » de la crise centrafricaine dans la ville de Goré au Tchad. Spécialiste des politiques d'identification biométrique au Tchad sur laquelle porte

sa thèse, Kelma Manatouma a montré qu'à travers le prisme de la question des tensions et luttes politiques autour de la définition des identités et des questions d'identification, il est possible d'analyser les dynamiques de reconfiguration d'un conflit, mais aussi du rôle des acteurs étatiques dans la gouvernance des frontières et des déplacés de guerre. En considérant la ville de Goré au sud du Tchad comme un « site d'action », il a notamment discuté de l'histoire des relations tchado-centrafricaines mais aussi de l'économie politique de ces territoires près des frontières. Dans un contexte de polarisation des identités dans le contexte du conflit centrafricain, il a analysé comment les acteurs étatiques et internationaux se sont adaptés aux dynamiques de flux de populations, et a souligné les tensions et enjeux que cela soulève. Lors de la période des questions, le statut de ces « retournés » et de leur prise en compte par les acteurs internationaux tels que le HCR, le rôle de la société militaire privée Wagner en Centrafrique, ainsi que les reconfigurations politiques tchadiennes ont été discutées. En 2021, Dr Kelma Manatouma a publié « Testimonies and Social Markers in the Age of Biometrics. The Work of the Identity Control and Verification Commission in Chad » dans l'ouvrage *Identification and Citizenship in Africa Biometrics, the Documentary State and Bureaucratic Writings of the Self* chez Routledge.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

28-30 janvier : 2^e édition de La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris.



Les vendredi 28, samedi 29 et dimanche 30 janvier se déroulait la deuxième édition de l'événement parisien de clôture de La Fabrique Défense à la Grande Halle de la Villette. Initiative lancée par le ministère des Armées en 2020, La Fabrique Défense est pilotée par la DGRIS avec le soutien de l'IRSEM, plus particulièrement chargé de l'organisation des tables rondes lors de l'événement de clôture, sous la supervision de la directrice adjointe, [Marjorie Vanbaelinghem](#). La Fabrique Défense a réuni cette année plus d'une centaine de manifestations labellisées partout en France et en Europe, avec l'objectif de sensibiliser la jeunesse à l'Europe de la défense.



La manifestation parisienne marquait la clôture de La Fabrique Défense mais aussi le début de la présidence française de l'Union européenne (PFUE). Elle a été l'occasion pour le grand public, en particulier les 15-30 ans, de découvrir à La Villette, dans un espace de près de 15 000 m², plus de 130 stands autour de 13 thématiques : Europe ; cyber ; dissuasion nucléaire ; énergie, climat et environnement ;

innovation ; milieu aérospatial ; milieu aéromaritime ; milieu aéroterrestre ; parcours jeune ; recherche et formation ; renseignement ; résilience ; soutien. En plus des présentations de matériels, d'un espace librairie et des *serious games* ou *wargames*, l'événement a accueilli 34 tables rondes et 30 témoignages de parcours professionnels au cours de ces trois jours.



Le directeur de l'IRSEM, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), a notamment animé, lors du premier jour de l'événement, la table ronde sur le thème « Jeunes et Europe de la défense » (photo ci-dessus). La discussion réunissait la ministre des Armées, Florence Parly, Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, et les représentants de trois associations de jeunes : Hélène Rolet (présidente des Jeunes IHEDN et ancienne chargée de communication de l'IRSEM), Steven Le Manach (Fédération Atlas) et Florian Laur (les Jeunes Européens). Divers thèmes tels que la définition d'une Europe qui s'engage, l'incitation des jeunes à s'engager pour l'Europe ou bien encore le fait de convertir un engagement en activité professionnelle ont pu être abordés.



Les chercheurs de l'IRSEM étaient également présents lors de multiples tables rondes, en tant que pilotes ou intervenants. L'ensemble de ces tables rondes organisées par l'IRSEM a permis de sensibiliser les jeunes aux sujets stratégiques et d'alimenter la réflexion autour de thématiques variées comme « Les relations UE – Russie », « La guerre des drones », « Les jeunes et la défense : quels liens ? Quelles perspectives ? », « Une union ayant la capacité d'agir : les mécanismes de gestion de crise de l'UE », « Le *lawfare*, la guerre par le droit », etc.



L'IRSEM tenait également un stand durant le salon. Cet espace a permis de partager les travaux de recherche et les ouvrages des chercheurs de l'Institut et d'accueillir les jeunes curieux d'en apprendre plus sur la recherche stratégique. Plusieurs chercheurs et membres de l'équipe de soutien, sous l'autorité de la secrétaire générale, [Caroline Verstappen](#), ont été sur place pendant ces trois jours pour répondre aux nombreuses questions sur le fonctionnement de l'Institut ou encore sur le métier de chercheur.



L'IRSEM a également contribué à la préparation et au déroulement des témoignages de parcours professionnels à l'attention de la jeunesse. Ces rencontres ont été l'occasion pour les jeunes d'échanger avec des femmes et des hommes de la défense (ingénieur, officier, chercheur, etc.) et de découvrir des opportunités de carrière. La directrice adjointe, Marjorie Vanbaelinghem, a présenté le métier de diplomate (photo suivante).

À l'issue de cette deuxième édition parisienne, qui a vu près de 20 000 personnes inscrites à l'événement, La Fabrique Défense s'affirme comme une initiative majeure pour construire avec les jeunes la défense européenne de demain.

Alice ORTEGA
Assistante de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention dans l'émission *Mashup*, « La Russie est-elle l'alliée de la France », 19 janvier 2022.

- Conférence : « Quelle influence pour la Russie en Afrique subsaharienne ? », Institut catholique de Paris, 20 janvier

2022.

- Intervention dans l'émission *Complorama*, « De Staline à Poutine, le complotisme en Russie », FranceInfo, 25 janvier 2022.

- Journée d'étude : « Comment la Russie utilise-t-elle la désinformation ? », Master NRBC de l'École du Val de Grâce du Service de santé des Armées, 27 janvier 2022.

- Séminaire : « Politiques et géopolitiques des États post-soviétiques », discutant de l'intervention de Marlène Laruelle et Kevin Limonier sur les entrepreneurs d'influence russes en Afrique, Université Paris Nanterre, 27 janvier 2022.



Camille BRUGIER

- Interview pour la dernière page des trois quotidiens *Le Maine libre*, *Courrier de l'Ouest* & *Presse Océan*, 24 janvier 2022.

- Intervention à la table ronde « La résilience de l'Union européenne face à la Chine » au sein de la conférence « Penser le futur de l'Union européenne : intégration et différenciation », organisée à SciencesPo Grenoble – UGA, 28 janvier 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Article : « La difficile préservation d'un ordre nucléaire », *Conflicts*, dossier « Nucléaire. L'atome, futur des armées et de l'énergie », janvier 2022.

- Interview : « L'équilibre nucléaire global », *Tout un monde*, RTS, 5 janvier 2022.

- Intervention : « Prolifération et dissuasion nucléaires », dans le cadre du Master NRBC de l'école du Val de Grâce, 25 janvier 2022.

- Participation à la table ronde « Europe et dissuasion », La Fabrique Défense, Grande Halle de La Villette, Paris, 29 janvier 2022.



Paul CHARON

- Rapport : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment* [traduction de *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien* paru en septembre 2021 (2^e édition en octobre 2021)], IRSEM, mis en ligne le 13 janvier 2022, 654 p.

- Intervention : « L'anticipation dans les services de renseignement américains », conférence devant les auditeurs de la 71^e session du Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, 19 janvier 2022.

- Intervention : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Interaxions, 21 janvier 2022.

- Séance de travail avec le comité 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN sur le thème de la subversion, École militaire, 21 janvier 2022.

- Organisation d'un exercice d'anticipation (Génération de scénarios multiples) sur le thème de la présence chinoise en Afghanistan au profit de l'École de guerre, École militaire, 21 janvier 2022.

- Cité dans « Présidentielle : comment l'État fait face à la menace cyber », AFP, 23 janvier 2022.

- Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Quel avenir en Europe face à l'influence chinoise ? », organisée par l'Inalco et Asialyst, 26 janvier 2022.

- Conférence : « Surmonter les biais décisionnels : l'expérience des services de renseignement », Unimev, 28 janvier 2022.

- Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Chinese influence operations and a machiavellian moment in Sweden? », The Swedish Institute for International Affairs, 31 janvier 2022.

- Conférence : présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Université catholique de l'Ouest, Angers, 31 janvier 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien : « [5 questions à Fatiha Dazi-Héni : Comprendre la politique étrangère du Qatar](#) », Centre arabe de recherche et d'études politiques (CAREP), 6 décembre 2021.
- Interview sur le « Mystérieux attentat au rallye Paris-Dakar en Arabie saoudite contre un équipage français », *La matinale*, Radio classique, 8 janvier 2022.
- Participation à l'émission *Culture monde*, « [Abou Dhabi frappé par les Houthis : la guerre au Yémen à un tournant ?](#) », France Culture, 21 janvier 2022.
- Interview pour l'article de Laure-Maïssa Farjallah et Julie Kebbi , « [En Arabie saoudite, la révolution sociétale est en marche](#) », *L'Orient le Jour* (quotidien libanais), 22 janvier 2022.
- Conférence : « Arabie saoudite : enjeux, défis et impacts des transformations internes », Université Auguste Rodin de Meudon, 25 janvier 2022.



Emmanuel DREYFUS

- Publication : « [Winning Hearts and Minds: From Syria to Nagorno-Karabakh, the development of population-centric approaches in Russia's military interventions](#) », Research Paper No. 120, IRSEM, 24 janvier 2022, 18 p.



Adrien ESTÈVE

- Participation à la table ronde « Le *lawfare*, la guerre par le droit », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 30 janvier 2022.



Pierre HAROCHE

- Participation à la table ronde « Les relations UE – Russie », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 28 janvier 2022.
- Participation à la table ronde « Une union ayant la capacité d'agir : les mécanismes de gestion de crise de l'UE », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 30 janvier 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence de presse de [lancement de l'EPEX Université Paris-Panthéon-Assas](#), rue d'Assas, 12 janvier 2022.
- Rapport : avec Paul Charon, [Chinese Influence Operations – A Machiavellian Moment](#) [traduction de [Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien](#) paru en septembre 2021 (2^e édition en octobre 2021)], IRSEM, mis en ligne le 13 janvier 2022, 654 p.
- Intervention : avec Paul Charon, présentation du rapport *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Interaxions, 21 janvier 2022.
- Entretien sur mon parcours, l'IRSEM, la vulnérabilité du Canada aux manipulations de l'information et notre rapport sur *Les opérations d'influence chinoises*, avec Thomas Juneau et Sarah-Myriam Martin-Brûlé, dans le [podcast](#) canadien « Conseils de sécurité », 26 janvier 2022.
- Intervention : « [Quel avenir en Europe face à l'influence chinoise ?](#) », conférence avec Paul Charon, Irène Hors et Joris Zylberman, organisée par l'INALCO et Asialyst, en ligne, 26 janvier 2022.
- Article « [Une guerre majeure toujours possible et moins improbable](#) », *Le Rubicon*, 27 janvier 2022.
- Intervention : « [Chinese Influence Operations and a 'Machiavellian Moment' in Sweden?](#) », Swedish launch of our report on *Chinese Influence Operations*, organized by the Swedish National China Centre at the Swedish Institute of International Affairs (UI), Stockholm, en ligne, 31 janvier 2022.
- Animation de la table ronde « Jeunes et Europe de la Défense » avec la ministre des Armées Florence Parly, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement Sarah El Hairry, et les représentants de trois associations de jeunes (IHEDN Jeunes, Atlas, Jeunes Européens), [La fabrique Défense](#), Grande Halle de la Villette, Paris, 28 janvier 2022.



Édouard JOLLY

- Participation à un exercice d'anticipation stratégique, organisé par Paul Charon, École de Guerre, 21 janvier 2022.



Sümbül KAYA

- Participation aux rencontres du programme ANR CALOT sur « Les conséquences des loyautés forcées (France sous Vichy, Argentine, Turquie, Russie) », 12 et 13 janvier 2022.

- Podcast : « [La Turquie : entre vieilles alliances et ambitions stratégiques](#) », « Le Collimateur », 25 janvier 2022.

- Participation aux rencontres scientifiques du programme 5+5, 27 janvier 2022.



Anne-Laure MAHÉ

- Animation de l'émission [Cosmo-Politique](#) et entretien avec Amélie Zima sur les relations entre l'OTAN et la Russie, Fréquence protestante, 22 janvier 2022.



Anne MUXEL

- Co-auteur de l'ouvrage collectif *La politique au microscope* co-dirigé par Martial Foucault et Pascal Perrineau, Paris, Presses de Sciences Po, 20 janvier 2022.

- Entretien : « Nous sommes sortis de l'antimilitarisme des années 1970 », *Le Figaro*, 20 janvier 2022.

- Audition au Sénat dans le cadre de la mission commune d'information « Culture citoyenne », 25 janvier 2022.

- Entretien : « Oui, les jeunes s'intéressent à la politique, mais... », *Ouest-France*, 29 janvier 2022.

- Organisation d'une table ronde « Les jeunes et la Défense : quels liens ? quelles perspectives ? », La Fabrique Défense, Paris, Grande Halle de la Villette, 29 janvier 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Modération de la table ronde [en ligne] « Toward a broader spectrum of European action for Maritime Security », dans le cadre du Forum pour la sûreté maritime organisé par la Marine nationale à l'occasion de la PFUE, 12 janvier 2022.

- Modération de la table ronde « Environmental security risks in the Indian Ocean » dans le cadre du Symposium sur la sécurité environnementale organisé par la DGRIS à l'occasion de la PFUE, CESM, Paris, 13 janvier 2022.

- Deuxième réunion de lancement concernant l'étude AUKUS avec des représentants DGRIS, STRATPOL, EMM/BRI, 20 janvier 2022.

- Présentation : « Coast guards in the Indo-Pacific: defending good order at sea » au webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 20-21 janvier 2022.

- Article : « L'Otan et la Chine : de l'opportunité au défi systémique », *Questions internationales*, n° 11, janvier 2022.



Maud QUESSARD

- Article : « L'administration Trump et les enjeux stratégiques américains en Méditerranée orientale : l'impossible poursuite du désengagement ? », *Politique américaine*, n° 37, p. 133-147.

- Entretien : « Les guerres pour, par et contre l'information » avec Audrey Knauf, Nicolas Moinet, *Revue internationale d'intelligence économique (R2IE)*, n°2, 4/2021.

- Invitée au Journal de 13h, « [Assaut du Capitole : un an après, Biden pointe la "responsabilité" de Trump](#) », France 24, 6 janvier 2022.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [Renforcer la coopération régionale en matière de sécurité environnementale et climatique dans le sud-ouest de l'océan Indien – Des pistes à explorer](#) », Brève stratégique n° 28 / « [Strengthening Regional Cooperation on Environmental and Climate Security in the Southwest Indian Ocean – Avenues to Explore](#) », Strategic Brief No. 28, IRSEM, 13 janvier, 2 p.

- Intervention à la table ronde « Axes d'amélioration » du Symposium « La sécurité environnementale des espaces maritimes de la Commission de l'océan Indien », organisé par la DGRIS, École militaire, 13-14 janvier 2022.

- Intervention au webinaire « Fostering North-South cooperation on climate and security: focus on Sud-Sahatan

Africa », IRIS & Center for Climate and Security, 20 janvier 2022.

- Publication : « [Scénario de crise ouverte dans le détroit de Taïwan – Quelles implications stratégiques pour l'Europe ?](#) », Brève stratégique n° 29 / « [Open Crisis Scenario in the Taiwan Strait – What Strategic Implications for Europe?](#) », Strategic Brief No. 29, IRSEM, 20 janvier, 2 p.

- Intervention : « Strategic stakes and military role for the Europeans » au webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 21 janvier 2022.

- Intervention à la conférence « Taïwan, prisme des rivalités militaires entre Chine et États-Unis », Institut catholique de Paris, 26 janvier 2022.



Maxime RICARD

- Article (de vulgarisation) : avec Félix Kouamé Grodji, « [Négociateur l'ordre : Ousmane Dollar et le monde social de la drogue à Abidjan](#) », Le Club de Mediapart, *Politique Africaine – La revue*, 20 janvier 2022.

- Organisation et modération du webinaire « Petit-déjeuner Afrique – Dynamiques de recomposition des identités nationales et transnationales dans la crise centrafricaine. Le cas des "retournés" tchado-centrafricains à Goré », avec Kelma Manatouma, IRSEM, 27 janvier 2022.



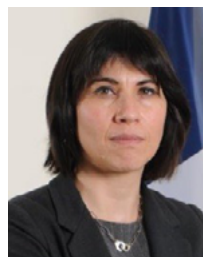
Benoît de TRÉGLODÉ

- Direction d'un numéro spécial de [The Russian Journal of Vietnamese Studies](#) (en ligne) consacré à la jeune recherche française sur ce pays, 15:1S, 2021, 128 p.



Camille TROTOUX

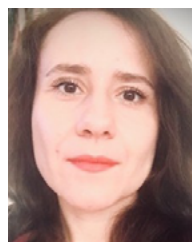
- Publication : « [La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires](#) », Brève stratégique n° 30, IRSEM, 24 janvier 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Modération de la session « Security issues and the military build-up in the Indo-Pacific » du webinaire organisé par le CERI Sciences Po « The EU and the Indo-Pacific: What strategy, with which partners? », 21 janvier 2022.

- Présentation du métier de diplomate à La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 29 janvier 2022.



Amélie ZIMA

- Intervention dans l'émission *Affaires étrangères*, « [Biden-Poutine : les règles du jeu en question](#) », France Culture, 8 janvier 2022.

- Interview : « [Sécurité européenne : l'OTAN toujours vivante, toujours vivante](#) », TV5 Monde, 9 janvier 2022.

- Participation à l'émission *Les enjeux internationaux*, « [L'OTAN est-elle vraiment en train de renforcer son flanc Est ?](#) », France Culture, 10 janvier 2022.

- Interview : « [Face à la Russie, la Finlande agite l'idée d'une adhésion à l'OTAN](#) », *Libération*, 12 janvier 2022.

- Intervention : « Les défis du travail empirique et de l'accès au terrain : les cas de l'enquête comparative et des entretiens avec les dirigeants », séminaire doctoral du Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas, Paris, 17 janvier 2022.

- Participation à l'émission *Cosmo-Politique*, « [OTAN, Russie, Ukraine : quelles évolutions sur le flanc Est ?](#) », Fréquence protestante, 22 janvier 2022.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « Le modèle taiwanais, un hub technologique ? », *Diplomatie*, n° 113, janvier-février 2022, p. 64-67.

- Entretien : « Les semi-conducteurs : un enjeu vital pour Taïwan ? », *Diplomatie*, n° 113, janvier-février 2022, p. 68-69.

- Intervention : table ronde « La guerre des drones », La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 29 janvier 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation de la table ronde « Le *lawfare* ou l'usage du droit comme arme de guerre » ; intervenants : Steven Blockmans, Amélie Férey, Alexandre Rogliano ; modérateur : Adrien Estève, La Fabrique Défense, Grande Halle de la Villette, Paris, 30 janvier 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

COMLOTISME

Jared HOLT, « [After the insurrection: how domestic extremists adapted and evolved after January 6 US Capitol attack](#) », *Atlantic Council*, 4 janvier 2022.

Il y a un peu plus d'un an, une foule se réunit à la Maison-Blanche avant de descendre Pennsylvania Avenue et de s'immiscer violemment dans le Capitole. Indignés par la défaite de leur meneur Donald Trump, les groupes d'extrême droite et complotistes que sont QAnon, Boogaloo, Tea Party, Three Percenters, Oath Keepers, Blue Lives Matter et Proud Boys prennent d'assaut le siège de la démocratie américaine. En réponse à cette insurrection, qui a coûté la vie à 5 personnes et en a blessé 143, l'administration Biden crée le comité de la Chambre dédié à l'attaque du 6 janvier (*House Select Committee on the January 6 Attack on the United States Capitol*) le 1^{er} juillet 2021. Après plusieurs centaines d'auditions, ses membres accusent Donald Trump, Mark Meadows et Stephen Bannon d'avoir exacerbé les tensions à la suite de l'amplification de la théorie du *Big Lie*, selon laquelle Donald Trump aurait légitimement gagné les élections de 2021. Ce chapitre de l'histoire américaine clôt-il pour autant la montée de l'extrémisme violent dans le pays ? D'après un rapport de Jarod Holt, chercheur à l'Atlantic Council, ces groupes sont toujours actifs et connaîtraient même une phase d'expansion. Fruit de son immersion et d'une collecte de données massives, il nous livre le nouveau *modus operandi* adopté par cette galaxie de groupes extrémistes.

En dépit de leur brève paralysie et de l'intensification de la répression par les autorités, ces groupes réussissent rapidement à se reconstruire grâce à l'exploitation de plateformes alternatives. Comme l'explique M. Holt, le durcissement des mesures prises par les réseaux sociaux traditionnels provoque une « grande dispersion » (*great scattering*) des communautés extrémistes et complotistes sur Facebook et Twitter en faveur de Telegram, Parler ou encore Gab. Contrôlées par les sympathisants d'extrême droite que sont Mark Meckler et Andrew Torba, ces deux dernières procèdent à la création d'une sphère d'information alternative capable de favoriser la radicalisation de ses membres par le biais des chambres d'écho et des bulles de filtre. Parallèlement, les membres des groupes reprennent leurs efforts de propagande en l'absence de tout contrôle. Inscrite dans une « guerre des cultures », elle intègre essentiellement des thématiques propres

aux débats de société jouant sur la psychologie des émotions dans l'optique de gonfler les rangs et susciter haine et division. Ce faisant, ils bénéficient d'une couverture médiatique favorable de la part de médias conservateurs tantôt traditionnels, comme Fox News ou One America News Network, tantôt marginaux tels que Gateway Pundit et Revolver.

En dehors de la sphère numérique, les dirigeants des mouvements Oath Keepers, QAnon et True Believers invitent leurs partisans à s'immiscer dans la politique du pays non seulement à l'échelle fédérale, mais aussi locale. Ainsi, des dizaines de Anons entendent se porter candidats à des fonctions électives lors des élections de mi-mandat de novembre 2022. À l'échelle locale, les dirigeants des mouvements Oath Keepers et True Believers se détournent de manifestations de grande ampleur pour privilégier un cadre plus discret et ciblant les responsables locaux. Dans la banlieue de Portland, des dizaines de membres issus des groupes Patriot Prayer, People's Rights et les Proud Boys auraient précipité la fermeture d'une école à la suite d'une manifestation anti-masque. De même, d'autres rassemblements cherchent à promouvoir la théorie du *Big Lie* et prennent pour cibles les conseils municipaux, les bâtiments gouvernementaux ainsi que les domiciles d'agents publics locaux.

Alors que ces groupes ne cessent de proliférer, force est de constater l'échec de la réconciliation souhaitée par Joe Biden. Encore aujourd'hui, seuls 58 % des Américains interrogés considèrent comme légitime la victoire électorale de Joe Biden, contre 71 % pour les personnes affiliées au parti républicain. La menace de l'extrémisme domestique demeure donc tangible d'autant que plusieurs imbroglios politiques, tels que le *gerrymandering* ou l'incapacité à réformer l'*Electoral Count Act* de 1887, risquent de l'exacerber à l'approche des élections de mi-mandat de 2022.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

UKRAINE

Michael Hikari CECIRE, « [Half Measures Are Worse Than Nothing in Ukraine](#) », *Foreign Policy*, 21 janvier 2022.

En massant plus de cent mille soldats à la frontière entre la Russie et l'Ukraine, le président Vladimir Poutine crée une nouvelle crise internationale. Bien que voué à l'échec, l'ultimatum lancé par Moscou en direction de l'Occident somme ce dernier d'échanger la souveraineté de l'Ukraine contre la promesse d'une issue pacifique. M. Poutine voit

en effet dans la politique de la « porte ouverte » promue par l'OTAN la possibilité d'un élargissement à l'Alliance, ce qui contribuerait à redessiner les frontières stratégiques en faveur de l'Occident. Ce n'est toutefois pas la seule raison : les exigences de la Russie témoignent de son anxiété quant à son statut mondial et à la possibilité que ses régions frontalières puissent échapper à son emprise. C'est du moins le constat que tire Michael Hikari Cecire, conseiller politique à la Commission américaine d'Hel-sinki, dans son article pour *Foreign Policy*.

Désireux d'apporter une analyse conceptuelle à ces événements, son article se nourrit de l'histoire et la théorie des relations internationales pour tenter de guider le lecteur dans la résolution d'une crise capable de saper davantage la sécurité de l'Europe. De fait, l'œuvre de Donald Kagan et de Thucydide révèle l'existence de similitudes stratégiques au conflit russo-ukrainien. À la veille de la guerre du Péloponnèse entre les empires d'Athènes et de Sparte, ce premier se voit confronté à un dilemme entre Corcyre et Corinthe, alors toutes deux en guerre. Lorsque Corcyre s'empresse de demander l'aide d'Athènes, celle-ci craint la précipitation d'une guerre ruineuse avec Sparte, alliée de Corinthe. Redoutant cependant que l'abandon de Corcyre ne compromette ses alliances et n'encourage l'expansionnisme spartiate, Athènes se résigne à envoyer 10 navires destinés à dissuader l'armada de 150 navires de Corinthe. De manière similaire, les États-Unis et leurs alliés ne se contentent que d'aider superficiellement l'Ukraine par le biais de « demi-mesures ». Celles-ci n'ont néanmoins rien d'inédit, comme le montre la promesse non tenue de l'adhésion à terme de la Géorgie et de l'Ukraine lors du sommet de Bucarest en 2008.

Outre le piège de Thucydide et de l'inévitable montée aux extrêmes, le « piège des demi-mesures » risque donc de contribuer à l'avènement d'une nouvelle guerre russo-ukrainienne. Jusqu'à présent, les remontrances occidentales et les pressions économiques exercées ne font que creuser « l'appétit impérialiste » et serviraient même d'alibi au Kremlin. Bien que les sanctions économiques aient été largement considérées comme des outils utiles à cet égard, la plupart des mesures envisagées sont probablement déjà intégrées dans les calculs de la Russie ou n'ont pas d'effet immédiat. Selon l'auteur, il faudrait alors laisser aux négociations le temps de fonctionner, et étayer ces pourparlers par des mesures sérieuses et significatives. Ces efforts pourraient amorcer une nouvelle détente : la rencontre du 10 janvier entre la Russie et les États-Unis, ainsi que celle convenue par l'OTAN le 12 janvier montrent que la Russie reste disposée à dialoguer. Aussi, Poutine doit être convaincu qu'une agression mili-

taire ne fera qu'accroître et compliquer considérablement ce qu'il croit être les vulnérabilités actuelles russes en matière de sécurité. À cette fin, M. Cerice propose plusieurs solutions envisageables, dont le retrait de l'Acte fondateur OTAN-Russie, ou encore le repositionnement urgent de forces lourdes en Europe.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

HYPOTHÈSE DE LA MENACE UNIFICATRICE

Rachel MYRICK, « [Do External Threats Unite or Divide? Security Crises, Rivalries, and Polarization in American Foreign Policy](#) », *International Organization*, 75:4, 2021 p. 921-958

L'article que Rachel Myrick a publié dans la revue *International Organization* fera sans doute couler beaucoup d'encre. Et pour cause, l'auteure tord le cou à l'une des croyances les plus consensuellement admises et répandues à la fois dans les milieux universitaires, médiatiques et politiques : l'idée selon laquelle les menaces extérieures permettent d'unifier la scène politique en interne. L'hypothèse de la menace unificatrice repose, selon Myrick, sur deux arguments majeurs. D'une part, le « mécanisme informationnel », en vertu duquel des actions menaçantes révèlent des informations qui conduisent à une convergence interpartisane à l'égard de l'ennemi, permettrait d'établir un objectif commun en interne et de rallier l'opposition au pouvoir exécutif. D'autre part, le « mécanisme identitaire » facilite la cohésion sociale en augmentant la visibilité des enjeux d'identité nationale. De ce fait, il réduit la polarisation politique. Myrick parvient néanmoins à montrer, à partir de l'exemple américain, que la polarisation rhétorique ne diminue pas en temps de crise. En outre, les temps de crise n'augmentent que faiblement et très temporairement la cote de popularité du chef de l'exécutif auprès de ses opposants. De manière générale, la crise ne permet pas de dépasser les logiques de rivalité politique interne ; elle est tout au contraire façonnée par ces dernières.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

POLITIQUE PUBLIQUE DE RENSEIGNEMENT

Soutenance de thèse : Benjamin OUDET, D'une « stratégie » à une « politique publique ». Changement et trajectoire de réformes en France. 1989-2020, Université de Poitiers, 17 décembre 2021.

Le 17 décembre 2021 a eu lieu, à l'Université de Poitiers, la soutenance de thèse de Benjamin Oudet. Intitulée *D'une « stratégie » à une « politique publique ». Changement et trajectoire de réformes en France. 1989-2020*, elle porte donc sur la « politique publique de renseignement », une formule qui s'est imposée dans le discours public comme registre premier de description du programme de réformes attaché à la « communauté du renseignement ». Une question se pose désormais : comment le renseignement, si lié aux catégories de la clandestinité, du secret, de la raison d'État peut-il être l'objet d'une politique publique ? Jusqu'ici le renseignement a été l'objet de travaux historiques et plus récemment d'études juridiques. Ces études convergent pour évoquer la *normalisation* du renseignement, qui en tant qu'administrations et pratiques, se tenait jusque-là à la lisière de l'action publique. Pour autant, le renseignement n'avait pas retenu l'attention soutenue de la science politique. Au croisement de l'analyse des politiques publiques, de la théorie politique et des Relations internationales la thèse de M. Oudet interroge la « mise en politique publique » et l'institutionnalisation du renseignement ; c'est-à-dire son implication plus systématique dans les processus de décisions. Quatre questions structurent cette thèse : comment et pourquoi le renseignement est-il saisi dans le registre des politiques publiques ? Comment et par quelles opérations le renseignement est-il « mis en politique publique » ? Comment le renseignement a-t-il été successivement problématisé comme objet de réforme ? S'il s'agit bien d'une authentique politique publique, alors comment la définir ? Ces quatre questions sont analysées à partir des concepts de trajectoire de réformes, de processus de problématisation, et de sous-système. Appuyée sur toute la documentation parlementaire disponible depuis 1989, les sources juridiques et une campagne de plus de 60 entretiens, cette thèse explique les mécanismes et enjeux de différenciation, de spécialisation et d'institutionnalisation du *renseignement comme communauté* et montre qu'il existe désormais une rationalité propre à au *renseignement comme politique publique*.

Composé de Jean Joana (Université de Montpellier), Philippe Lagrange (Université de Poitiers), Hélène L'Heuillet (Université Paris Sorbonne), Virginie Tournay (CNRS/CEVIPOF), Olivier Chopin (ministère des Armées), et des deux co-directeurs Jean-Vincent Holeindre (Université Paris II Panthéon Assas, IRSEM), et Yves Surel (Université Paris II Panthéon-Assas), le jury a unanimement reconnu l'excellente qualité de ce travail de recherche.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Sébastien JAKUBOWSKI, *Les transformations institutionnelles de l'action publique : armées, enseignement supérieur et enseignement scolaire. Contribution à la sociologie des organisations*, Paris, L'Harmattan, 2021, 212 p.

Préfacé par Bruno Milly, qui souligne son originalité, cet ouvrage est tiré de l'habilitation à diriger des recherches de Sébastien Jakubowski. Grâce à une approche interdisciplinaire, l'auteur interroge la transformation de l'action publique au regard des changements repérés au sein des armées, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement scolaire (chapitres 2, 3 et 4). Chacune des trois institutions est examinée selon une grille d'analyse qui prend en compte la nature des processus de professionnalisation, les formes d'introduction de la figure du marché, et une réinstitutionnalisation par le politique. Si les dynamiques ne sont pas les mêmes d'une institution à l'autre, des points de convergence se font jour comme avec l'introduction des principes du *New Public Management*. La richesse de cet ouvrage tient à son positionnement entre sociologie des institutions et des organisations, et sociologie politique et de l'action publique. Son analyse à la fois comparative (entre 3 institutions publiques), multiscale (échelles institutionnelle, historique, normative) et multiniveaux (micro, meso, macro), permet à Sébastien Jakubowski de proposer un modèle théorique relativement novateur (chapitre 1). Celui-ci est légèrement révisé en fin d'ouvrage (chapitre 5), à la suite des conclusions que l'auteur porte sur chacun des cas d'étude et leur comparaison (convergences et dynamiques propres). Une part des difficultés se trouve dans l'interdisciplinarité et la définition des concepts centraux de professionnalisation, d'institution et d'organisation, de marché et de politique. D'un point de vue méthodologique, les terrains n'ont pas été investis de la même manière avec le même appareillage. Enfin, l'auteur opte pour des choix épistémologiques forts. Selon lui, « les sociologues ont leur rôle à tenir dans le débat public pour expliciter et faire comprendre les enjeux des transformations institutionnelles ». Un rôle délicat qui ne doit pas empêcher de conserver une vision optimiste des choses. Avec ce livre, Sébastien Jakubowski ouvre les débats sur la nature institutionnelle de l'action publique ; son apport à la connaissance des dynamiques d'évolution de l'action publique est indéniable.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

9 février : Webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » avec Daria Isachenko, Sümbül Kaya, Emmanuel Dreyfus et Romuald de Pierrefeu (DGRIS), 14h à 15h30. [Inscription obligatoire.](#)

Turkey-Russia relations may seem paradoxical, but only if we assume that trust, or lack thereof, plays a role in this partnership. The fact is that two historical rivals are able to work together, both bilaterally as well as regionally, despite having diametrically opposed positions. This implies that trust is not as significant as it is often assumed. Instead, the Ankara-Moscow partnership is sustained by the necessity to cooperate. Two factors are essential that make both Turkey and Russia recognise this necessity. First is the mutual understanding of each other's security interests and sensitivities. Second is the prospect of mutually beneficial cooperation. This double dynamic is most visible in Syria that eventually led to the export of their cooperation elsewhere. Syria is also an example that this relationship contains not only an exchange of carrots, but may also be an exchange of sticks, given an intricate interdependence between Ankara and Moscow. As such, our understanding of Turkey-Russia relations should be informed by the assessment of their current priorities and issues at stake in particular conflict areas rather than by their past rivalries.

16 février 2022 : « Webinar Endless Wars : “The conflict in Syria, views from the ground and from Moscow” », with Patrick Haenni, Arthur Quesnay, Igor Delanoë.



As the second event of the “Endless Wars” cycle, this seminar will analyze the evolution of the Syrian conflict since 2011 from an endogenous as well as an exogenous perspective. Two round tables will be hosting Patrick Haenni and Arthur Quesnay, both researchers specializing in Syria,

and Igor Delanoë, whose expertise revolves around the Russian policy in the Middle East. They will seek to shed some light on the link between the influence exerted by the major powers and features encountered specially in civil wars, as well as the role of Moscow in the Syrian conflict.

17 février : Webinaire « Le lawfare : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », avec Dr. Julien Ancelin. Inscription obligatoire.



Ce webinaire s'inscrit dans le cadre du séminaire mensuel « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest (UCO, Angers) et Océane Zubeldia (Institut de recherche stratégique de l'École militaire, IRSEM).

Le *lawfare* place le droit international sous le feu des critiques. Développé au service de la paix dans le consensus de 1945, le droit international serait devenu, pour les tenants des promoteurs du *lawfare*, un moyen de la conflictualité. Considérer l'outil juridique comme un élément de l'équation politique au même titre que d'autres intérêts (économiques, sociaux, culturels ou philosophiques) n'est pas très novateur. Lorsqu'un acteur étatique poursuit une stratégie de *lawfare*, cette dernière peut apparaître comme l'illustration d'une forme de politique juridique extérieure.

Toutefois l'utilisation de cet outil théorique façonné outre-Atlantique n'est pas neutre et ses effets sont imprévisibles. Si pratiquer le *lawfare* pour un État permet d'habiller la critique d'une règle qui été prétendument dévoyée par un adversaire et de tenter de se défaire de son application, cette stratégie n'est pas sans risques pour la société de droit créée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le *lawfare* entretient un discours négateur de la norme, qui en affaiblit le contenu et qui réduit, avec plus ou moins de gravité, la sécurité juridique opérant dans l'intérêt de tous les acteurs de la société internationale.